



APRES LE REJET UNANIME DU PROJET DE LOI, L'HEURE EST A LA MOBILISATION.

Le CCFP du 15 mars a examiné le projet de loi Fonction publique.

Après un an de pseudo discussions aussi vaines qu'improductives, la CGT, avait décidé de ne déposer aucun amendement et de voter contre ce texte dévastateur.

Elle avait également décidé de se prononcer en faveur des amendements de retrait de la loi, déposés par Solidaires et la FA-FP et sur les amendements de suppression des articles du projet et enfin de ne pas prendre part au vote sur les amendements visant à amoindrir la portée des dispositions.

Une fois de plus, le gouvernement a confirmé son autoritarisme et ses orientations régressives, en ne procédant à aucun changement fondamental sur son projet à l'issue sur son projet d'une séance de 14 heures.

Toutes les organisations syndicales ont voté contre le projet de loi, les employeurs territoriaux se sont abstenus et les hospitaliers et ceux de l'Etat ont voté pour le texte.

Une première étape est franchie.

Pour faire reculer le gouvernement, la bataille doit maintenant se poursuivre dans la rue dès demain et dans les rassemblements organisés le 27 mars, jour de l'examen du texte par le conseil des ministres.

La suite des actions envisagées sera annoncée lors de la conférence de presse que tiendra l'intersyndicale Fonction publique le 20 mars.